

SYNTHÈSE

DES RAPPORTS DES PARLEMENTAIRES SOCIALISTES

GENEVOIS AUX CHAMBRES FÉDÉRALES

2017-2018

Conseil des États

Liliane Maury Pasquier

Conseil national

Laurence Fehlmann Rielle

Carlo Sommaruga

Manuel Tornare

En 2018, les parlementaires socialistes genevois ont continué à faire preuve d'un important et assidu engagement qui caractérise leur action depuis le début de leur mandat fédéral.

Il convient d'abord de souligner tout particulièrement un évènement exceptionnel, la magnifique élection de Liliane Maury Pasquier à la présidence de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, poste le plus élevé que l'on puisse atteindre comme parlementaire suisse au niveau européen et que seul le libéral genevois Olivier Reverdin avait occupé de 1969 à 1972.

Quant à la présence de la délégation socialiste aux Chambres fédérales dans les commissions et délégations parlementaires, elle est restée identique à celle de l'année passée, à savoir dans la Commission de la santé et de la sécurité sociale, la Commission de politique extérieure, la Commission des affaires juridiques, la Délégation au Conseil de l'Europe et celle avec le Parlement français. On peut espérer qu'avec la nouvelle législature les élu-e-s socialistes puissent diversifier leur présence dans les commissions et les délégations, notamment dans les commissions compétentes en matière de logement et de transport.

Le nombre important d'interventions et la participation active aux commissions ainsi qu'aux intergroupes parlementaires témoignent de la qualité du travail que nous assurons pour représenter, défendre et faire avancer d'une part les valeurs et les combats socialistes aux Chambres fédérales et d'autre part les intérêts de la population genevoise.

SOCIAL & SANTÉ

C'est dans les domaines du *social* et de la *santé* que les interventions ont été les plus nombreuses.

Les thèmes abordés ont été variés :

- du projet pilote sur le cannabis,
- la vente de médicaments à l'unité, et le scandale de la Depakine,
- en passant par la consommation de tabac,
- à celle des boissons à haute teneur en sucre,
- à l'examen fédéral de médecine dentaire,
- et aux perturbateurs endocriniens.

Au sujet de la vente de médicaments à l'unité, il est à relever que la motion de Manuel Tornare a été acceptée tant par le Conseil fédéral que par les deux Chambres.

Sans oublier, notre action sur les dossiers :

- de la participation aux coûts en cas de maternité ;
- de l'inégalité de traitement des assureurs face au délai d'interruption de grossesse ;
- de la gestion équitable des réserves LaMal.

De même, dans le cadre plus purement social, les thèmes ont été divers :

- à commencer par la défense d'une loi sur les prestations complémentaires ;
- le renforcement du système des allocations familiales,
- et de celui sur les allocations pour perte de gain,
- en passant par un cas de rigueur dans l'assurance-invalidité,
- par le droit à la rente pour les partenaires survivants,
- et l'égalité des rentes de prévoyance vieillesse.

À noter que le Conseil fédéral a proposé en février 2018 d'accepter l'importante motion de Laurence Fehlmann Rielle pour élargir la définition du viol. Déposée en 2017, elle a été adoptée par le National en septembre 2018. Elle doit encore passer au Conseil des États.

LOGEMENT

Proches des gens, les questions *sociales* et de *santé* ont été au coeur de nos préoccupations, tout comme le combat pour la *défense des locataires*. Dans ce cadre, nous nous sommes engagés en faveur de l'initiative « Davantage de logements abordables » ainsi que pour la création d'un solide et conséquent crédit-cadre destiné à alimenter le fonds de roulement en faveur de la construction de logements d'utilité publique.

SÉCURITÉ & ARMÉE

En 2018, le scandale des frais de représentation excessifs engagés par l'armée a défrayé la chronique. Au-delà de cet épisode, pour lequel nous avons réclamé toute la lumière, notre action a consisté à intervenir :

- contre le budget démesuré de l'armée,
- contre les dépenses inconsidérées et mal orientées de l'armée,
- contre le durcissement du service civil,
- contre l'extrémisme violent dans l'armée,
- sur les dangers liés à l'utilisation des drones civils;

— et en faveur du renforcement du Corps des gardes-frontières.

Nous avons également interpellé le Conseil fédéral sur la violation de la neutralité politique de RUAG, qui a fait indirectement campagne contre la directive européenne sur les armes.

En intervenant assidument sur les thématiques sociales, de santé, du logement et de la sécurité, nous avons agi sur les thématiques qui concernent le genevoises et les genevois.

Les préoccupations grandissantes de nos concitoyennes et de nos concitoyens sont aussi les nôtres. Notre travail parlementaire doit rester solidement et fermement ancré sur ces questions; il doit même être renforcé à l'avenir, dans la mesure où le conservatisme anti-social du PLR et de l'UDC (avec le soutien du PDC) tend à s'exacerber.

LA SUISSE DANS LE MONDE

La position et le rôle de la Suisse dans le monde a également été au centre de notre mission parlementaire. Quatre dimensions en particulier nous ont occupé :

- relations avec l'UE
- droits humains;
- la Genève internationale et politique étrangère ;
- migrations ;
- sécurité.

UNION EUROPEENNE

Dans le cadre des relations de la Suisse avec l'UE, nous avons mis l'accent sur le besoin d'un accord-cadre avec l'Union Européenne, mais dans le cadre d'une forte protection des salaires suisses par le biais des mesures d'accompagnement qui ne sauraient être affaiblies.

La défense d'un Espace Schengen et Dublin a dimension humaine, respectueux des droits humains dans la mise en œuvre des mesures aux frontières a été le message permanent des socialistes genevois à Berne.

DROITS HUMAINS

Nous avons continué à exprimer notre inquiétude au sujet d'une part sur la diminution de la cohérence de la politique suisse en matière de droits humains depuis l'élection de Ignazio Cassis au Conseil fédéral et d'autre part de la situation des droits humains et démocratiques dans de nombreux pays et exhorté la Confédération à s'engager davantage pour plaider — face aux gouvernements de ces pays — le respect du droit international et des droits humains. Les pays concernés sont: — Turquie, Syrie, Palestine, Colombie, Kurdistan, Mozambique, Myanmar, Kazakhstan, Arabie saoudite, Yémen, Érythrée, République démocratique du Congo, Maroc (Sahara occidental) et Corée du Nord.

Il faut ici signaler l'engagement des uns et des autres dans la défense de l'initiative pour des multinationales responsables et l'élaboration d'un contre-projet acceptable. Les délicates

discussions ont été menées dans la commission des affaires juridiques du Conseil national dans laquelle siège Laurence Fehlmann Rielle.

GENÈVE INTERNATIONALE ET POLITIQUE EXTERIEURE

Nous avons oeuvré pour une meilleure connaissance des enjeux et de l'importance de la Genève internationale auprès de nos collègues parlementaires, ce qui a permis de maintenir la visite de la Commission de politique extérieure du Conseil national à Genève et faire aboutir la récente visite du Directeur général au parlement.

Dans le contexte du désarmement, notamment nucléaire, dont l'épicentre est Genève, l'engagement socialiste genevois a été fort. C'est ainsi que la motion de Carlo Sommaruga demandant la rapide signature et ratification du Traité pour l'interdiction des armes nucléaires a trouvé une majorité dans les deux Conseils, alors qu'elle était combattue par le Conseil fédéral. La signature et la ratification reste à obtenir concrètement.

Les dérives de Ignazio Cassis en matière de politique étrangère, apportant une rupture avec la ligne politique de longue haleine du Conseil fédéral en matière de droits humains et de défense des valeurs démocratique et de paix dans le monde ont été dénoncées

MIGRATIONS

Dans le cadre du thème des migrations, nous nous sommes fortement engagés

- en faveur d'une application humaine et humanitaire de l'accord de Dublin dans le cadre de contacts étroits avec les organisations qui ont lancé l'Appel pour une application humanitaire de l'Accord de Dublin,
- en faveur de la ratification du *Pacte mondial sur les migrations de l'ONU*,
- pour la modification de la Loi sur les travailleurs détachés ;
- mais aussi nous avons revendiqué des couloirs humanitaires permettant aux migrants les plus faibles, se déplaçant pour des motifs humanitaires ou d'asile, de pouvoir se rendre sans danger en Suisse.

Enfin, nous nous sommes mobilisés dans les deux Chambres en faveur de la coopération pour le développement et les Objectifs du développement durable de l'ONU.

L'engagement des socialistes genevois pour le multilatéralisme, pour la primauté du droit international, des droits démocratiques et des droits humains boussoles de notre horizon parlementaire.

SÉCURITÉ

Les thèmes principaux de notre engagement :

1. L'exportation de matériel de guerre suisse dans les pays en proie à la guerre civile.
2. La signature et la ratification du Traité de l'ONU sur l'interdiction des armes nucléaires qui a été avalisée par les deux Chambres fédérales

3. L'adoption de la modification de la directive de l'UE sur les armes et la modification de la loi sur les armes qui passera en votation populaire le 19 mai prochain ;
4. La nécessité de renforcer la cyberdéfense
5. Le renforcement des gardes-frontières, nécessaire aussi à Genève, que la droite ne veut pas financer ;

FISCALITE

Tous les élus fédéraux ont soutenu RFFA fédérale estimant qu'il s'agissait là du meilleur compromis possible, tout particulièrement pour le canton de Genève, dans le contexte politique fédéral actuel. Une fois cette étape franchie et les statuts fiscaux spéciaux des entreprises éliminés, de nouvelles luttes fiscales devront être menées. Notamment celle d'un taux de taxation unique qui sera probablement facilité par les impulsions qui sont perceptibles actuellement au G7, à l'OCDE et au sein de divers gouvernements.

CONCLUSION

Concerné-e ou non dans les élections d'octobre 2019, tous les membres de la députation socialiste genevoise aux Chambres fédérales actuelle s'engagera pour mener la campagne avec succès. Les genevoises et genevois comptent sur nous tant au Conseil national qu'au Conseil d'Etat. C'est l'engagement de chaque militante et chaque militant qui permettra la mobilisation nécessaire pour défendre les sièges socialistes au Conseil national, tenter d'obtenir une majorité de gauche dans la délégation et défendre avec succès tant le siège occupé aujourd'hui par Liliane Maury Pasquier au Conseil des Etats que celui occupé par Robert Cramer.